

LA SANTÉ

LE TAUX ÉLEVÉ DE MALFORMATIONS CONGÉNITALES DANS L'OUEST DE LA VILLE DE TORONTO

Mme Ursula Appolloni (York-Sud-Weston): Monsieur le Président, dans le *Globe and Mail* de ce matin, on rapporte qu'une étude commanditée par la Ville de Toronto à la suite des inquiétudes exprimées par des groupes d'écologistes au sujet des risques auxquelles les femmes enceintes vivant dans la région du Junction Triangle sont exposées, a effectivement révélé un taux beaucoup plus élevé de malformations congénitales irrémédiables dans l'ouest de la ville. L'étude ne révèle pas la cause de ces malformations, mais se demande plutôt si elles ne pourraient pas être reliées aux origines ethniques de la mère.

Étant donné le manque de consultation avec le département de la santé de la Ville de York, où habitent la majorité de ces mères, et étant donné l'attitude cavalière et même raciste manifestée aux mères et aux malheureuses victimes de ce tragique problème, je prie instamment le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) d'ordonner immédiatement une enquête approfondie sur les cas anormalement élevés de graves malformations congénitales dans l'ouest de Toronto.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

L'OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES

M. Arnold Malone (Crowfoot): Monsieur le Président, cela ne vous regarde pas, ni moi non plus, je le crains. L'été dernier, il manquait une somme de 25 millions de dollars au CN. Certains ont réclamé une enquête du vérificateur général. Le président du CN, M. Horner, a déclaré que cela ne nous regardait pas. Il ne souffrira aucune vérification publique parce qu'il craint l'ingérence politique.

Canadair, cette jungle de l'aéronautique qui appartient au gouvernement, a perdu 1.4 milliard en une seule année. Comme il s'agit d'une société de la Couronne, cette perte ne nous regarde pas. Canadair compte 22 vice-présidents pour 2,400 employés. Chacun coûte aux contribuables \$600,000 par an. Toutefois, cela ne nous regarde pas.

Nous avons aussi Petro-Canada, la société nationale qui multiplie les messages télévisés où l'on ne voit que canards, bernaches, castors et feuilles d'érable, impose directement le revenu des contribuables et prélève indirectement une taxe sur l'essence. Elle consacre 1.7 milliard de dollars à l'achat d'une société pétrolière belge qui ne peut trouver de pétrole, mais cela ne nous regarde pas. Petro-Canada est propriétaire des deux plus hauts gratte-ciel à Calgary. On y trouve une superficie de 500 acres de murs en marbre tiré de carrières finlandaises et poli en Italie. Le coût ne nous regarde pas. Ces temples glorifient la nationalisation, notre maladie nationale.

Le gouvernement a dissimulé ses coûts dans près de 400 sociétés de la Couronne. Le vérificateur général Kenneth Dye a raison: les Canadiens devraient exiger la vérification des livres de chaque société de la Couronne. Nous devons les abolir

Article 21 du Règlement

ou elles doivent rendre des comptes. Elles nous appartiennent et cela nous regarde donc.

* * *

[Français]

LES JEUX OLYMPIQUES

L'ENVOI DE JEUNES ATHLÈTES À SARAJEVO

M. Pierre Deniger (La Prairie): Monsieur le Président, je désire attirer l'attention de la Chambre sur une situation tout à fait invraisemblable.

M. Roger Jackson, président de l'Association olympique canadienne, est présentement à Sarajevo avec ses acolytes, alors que M. Paul Boivin de Saint-Lambert et Lynne Lacasse de Brossard sont au Canada. Ces deux jeunes de ma circonscription sont tous deux membres de l'Équipe nationale de ski et, pourtant, à cause d'une décision tout à fait incroyable de l'Association olympique canadienne, seule responsable de la sélection de l'équipe olympique, ces jeunes sont restés au pays.

Monsieur le Président, le Canada sera l'hôte des Jeux olympiques en 1988, et alors qu'il pouvait envoyer 14 skieurs alpins, alors que le Canada, dis-je, investit énormément d'argent pour nos jeunes skieurs, pour nos jeunes athlètes, il me semble que l'intérêt public au pays tout entier serait mieux servi si, au lieu d'envoyer des dirigeants de l'Association olympique canadienne à Sarajevo, on envoyait tous les athlètes que l'on peut.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES

LE SECTEUR DE LA PÊCHE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—LA POLITIQUE DU NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, la conjoncture économique et politique a mis la pêche commerciale au bord de la faillite en Colombie-Britannique. Le gouvernement doit assumer la pleine et entière responsabilité de cet état de choses car c'est à cause de ses mesures condamnationnelles que la pêche en général, et l'industrie qui en dépend, en sont rendues à pareilles extrémités. Le Nouveau parti démocratique prêche une politique totalement différente de celle qu'affectionne la coalition libérale-conservatrice qui veille surtout aux intérêts des grandes sociétés. Notre parti est persuadé que le secteur de la pêche en Colombie-Britannique peut se donner de l'expansion sans compromettre les réserves de poisson, qu'elle peut créer des emplois et fabriquer des produits que nous pourrions exporter.

Contrairement aux libéraux et aux conservateurs, nous voulons aider les pêcheurs maintenant en leur accordant des dégrèvements fiscaux et en prenant des mesures pour que ce soient nos flottes de pêche et non les flottes américaines qui capturent notre saumon. Nous serions prêts à débloquer 200 millions de dollars pour aménager et repeupler nos cours d'eau à saumon. Mais avant tout, nous ferions en sorte de protéger et d'étendre les habitats naturels du poisson pour qu'ils soient plus productifs, en appliquant les lois qui existent actuellement.